



Privas, le 18 mai 2020

Les co-secrétaires départementaux

à

Monsieur l'Inspecteur d'académie

14 Place André Malraux – BP 627

07006 Privas Cedex

Réf : JSIA20025

Objet : recensement état des lieux – reprise d'activité

Monsieur l'Inspecteur d'Académie

A travers notre déclaration liminaire du CTSD du 11 mai dernier, nous vous avons alerté sur notre défi collectif, complexe, de réinventer un métier dans un cadre sanitaire oppressant en quelques jours, face à ses propres questionnements et aux innombrables inquiétudes des parents.

Les périodes de confinement et celle de sa sortie ont un impact sans précédent sur les conditions de travail des personnels qui s'ajoutent à celui des conditions de vie en général.

Au cœur de ces questionnements, nos collègues chargé.es d'écoles, directrices et directeurs sont plus que jamais mobilisés, plus que jamais sous pression. Nous vous avons alerté le 11 mai quand nous disions que « *dans ce contexte explosif, nous serons extrêmement vigilants à ce qu'aucune pression ne soit portée sur les équipes des écoles* ».

Demander un retour d'enquête pour 19h, chaque jour, et dès le vendredi 15 mai, en pleine reprise, relève pour notre profession de cette pression que nous ne pouvons plus admettre ni supporter. Cette pression verticale d'un ministère plus intéressé par des chiffres pour alimenter sa communication que par la réalité qualitative du terrain est désormais insupportable. Ce ministère maltraite, voire méprise et méconnaît la réalité des écoles dans leur action au quotidien: gel du point d'indice, suppression des EVS direction, loi improprement nommée "école de la confiance", loi de transformation de la fonction publique, évaluations nationales, réforme des retraites... Quelle urgence quotidienne y a-t-il à faire remonter de tels chiffres ? Notre urgence, ce sont nos élèves.

Nous vous rappelons que les écoles ont attendu plus d'une semaine le plan de cadrage départemental. Sans directives claires et des réponses parfois à l'encontre de la circulaire nationale, elles ont dû, entre le 4 et le 7 mai, penser, organiser, communiquer une organisation complexe aux familles, mairies. Les écoles ont dû, comme toujours, déployer des trésors d'imagination, de débrouillardise parfois, pour mettre en place les conditions d'accueil contraintes par le protocole sanitaire. Les écoles ont attendu plus de 4 jours que le droit national sur le volontariat des parents/enseignants soit appliqué. Et maintenant il faudrait qu'elles exécutent sur le champ une injonction dont elles ne perçoivent ni le sens ni l'intérêt !

Nos collègues directrices et directeurs vous l'ont exprimé en réponse à votre mail : la coupe est pleine monsieur l'Inspecteur d'Académie ! Même au sein du ministère, et à tous les niveaux des voix s'élèvent pour dénoncer le « management » de ce ministre. Il est temps de l'entendre et surtout de le faire remonter à la rue de Grenelle.

Plus largement, la question de la direction d'école est rémanente : manque de temps, de reconnaissance et d'aide. Encore une fois, par la petite porte et contre l'avis général de la profession, le ministre revient à la charge en sortant de son chapeau cette fois l'idée des postes fonctionnels qui permettraient aux directeurs de disposer directement de l'autorité déléguée du DASEN...mais aussi de tout ce genre de contraintes insensées comme les enquêtes chiffrées qui paraissent impérieuses à certains mais bien éloignées de la réalité des écoles à ceux qui font vivre une école de la réussite de tous et aux valeurs émancipatrices !

Pour notre part, nous invitons nos collègues, les écoles, à ne répondre qu'à ce qu'ils jugent utile et nécessaire pour la réussite de leurs élèves. Nos collègues chargé.es d'écoles, directrices et directeurs vous l'ont bien rappelé : ils sont avant tout enseignants et comptent bien le rester !

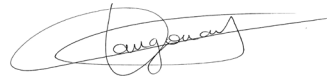
Soyez assuré, monsieur l'Inspecteur d'Académie, de notre total soutien aux collègues en charge de la direction de leur école.



Elvire BOSC



Houria DELBOSC



Jimmy SANGOUARD